

Unité départementale de la Somme  
44 rue de Tournai  
CS 40259 – 59019 LILLE cedex  
59019 Lille

Lille, le 16 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE**

13 rue du 8 mai 1945  
80300 FRICOURT

Références : 2022-E10144

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE implanté 13 rue du 8 mai 1945 80300 FRICOURT. L'inspection a été annoncée le 05/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2021 de la DREAL Hauts-de-France.

Elle porte sur le thème de la gestion des déchets produits dans le cadre des activités du site de FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE implanté à Fricourt (réglementation déchets : Livre V/ titre IV du code de l'environnement, notamment les articles, L.541-2, L.541-2-1, L.541-7, L.541-7-1, L.541-21-1 et L.541-21-2, et arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2011).

Cette visite était annoncée par mail du 5 mai 2022.

Dans le prolongement d'actions nationales menées les années antérieures dans les installations de stockage de déchets puis de tri, transit, regroupement de déchets, visant à contrôler le respect des prescriptions applicables en matière de contrôle de conformité des déchets admis, l'inspection réalisée le 21 juin sur le site FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE s'inscrit dans l'objectif de baisse des déchets admis en ISDND prescrit par la réglementation déchets (L541-1 du code de l'environnement/ baisse de 50% en 2025 par rapport aux quantités admises en ISDND en 2010 - disposition introduite par la loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte de 2015 - LTECV- et renforcée en 2020 par la loi Anti Gaspillage et Économie Circulaire de 2020 – AGECL, avec une interdiction progressive d'admission des déchets valorisables en ISDND).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE
- 13 rue du 8 mai 1945 80300 FRICOURT
- Code AIOT dans GUN : 0005102229
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE (FER) exploite une installation de transit, regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux, de papiers- cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, de déchets dangereux en petite quantité et de dépollution, démontage, broyage des véhicules hors d'usage (VHU) et de séparation de leur différents composants métalliques.

La société F.E.R. est soumise à autorisation et est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011, et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 septembre 2017.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b	/	Sans objet
Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1	/	Sans objet
Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II	/	Sans objet
Traçabilité déchet	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 5.1.4	/	Sans objet
Gestion des non-conformités	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 5.1.5	/	Sans objet
caractérisation	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 5.1.5	/	Sans objet
Traçabilité déchet	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Sans objet
Attestation de valorisation 7 flux	Arrêté Ministériel du 18/07/2018, article 1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

L'inspection de l'environnement a néanmoins constaté 4 constats susceptibles de suites administratives. Ces constats n'engagent pas la sécurité et le retour à la conformité peut être rapide. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées les justificatifs de conformité sous un délai de 30 jours, à réception du présent rapport. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Les réponses aux observations sont attendues dans un délai de 2 mois, à réception du présent rapport.

### **2-4) Fiches de constats**

<b>Nom du point de contrôle :</b> Procédure d'admission
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôles à l'admission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;</li> <li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;</li> <li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li> <li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.</li> </ul> <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspectrice a assisté à 2 admissions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Admission de déchets de bois et emballages plastiques en provenance de la société BLONDEL AERO à MEAULTE par transporteur FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE immatriculé CB 496 HY,</li> <li>- Admission de déchets de cartons et de plastiques en provenance de FIGEAC à MEAULTE par transporteur FER FRICOURT ENVIRONNEMENT immatriculé GD 996 WG ;</li> </ul> <p>A l'arrivée d'un camion, une première étape de contrôle a lieu au niveau du pont bascule :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre (dispositif de détection sur site),</li> <li>- Vérification que le producteur à l'origine des déchets acheminés par transporteur est connu via une application informatique interne et enregistrement informatique des données de traçabilité (type de déchet, provenance, transporteur, plaque d'immatriculation du camion, horaire d'arrivée).</li> </ul> <p>L'exploitant n'avait pas connaissance de l'obligation relative à la procédure d'information préalable et de l'obligation, lors de l'arrivée de déchets sur le site, de vérification de l'existence d'une fiche d'information préalable conforme au II de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement. Cette non conformité fait également l'objet d'un constat susceptible de suites administratives dans le cadre du point de contrôle relatif à l'article 13-II de l'arrêté du 06/06/2018 (PC6).</p> <p>Après passage au pont bascule, l'agent de réception indique au transporteur le box de déchargement approprié.</p> <p>Une seconde étape de contrôle a lieu au niveau du box où sont déchargés les déchets admis, où un contrôle visuel est effectué par le responsable de zone.</p> <p>A noter qu'un contrôle visuel est confié aux transporteurs lors de la récupération des bennes chez le producteur. Il dispose d'une tablette permettant de prendre une photo du contenu (disposition formalisée dans la procédure de gestion des déchets interne à l'établissement référencée IT 01 transmise par l'exploitant par mail à l'inspection le 4 juillet).</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification des différents entreposages
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception des déchets et les aires de stockage doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées par un marquage au sol et des panneaux indiquant les type de déchets. (...) Elles sont situées conformément aux plans fournis au dossier de demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> Lors de la visite des aires de stockage de déchets n° 6 ("plastiques et Papier/Carton vrac", selon légende du plan annexé à la procédure IT 01 transmise par mail du 4 juillet) et n°7 ("DIND vrac à trier" selon légende du plan annexé à la procédure IT 01 transmise par mail du 4 juillet), la signalisation prescrite par l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 21/03/2011 était absente.  Les aires de stockage sont séparées par des murs en plots béton  Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 4 juillet : <ul style="list-style-type: none"><li>- des photos visant à justifier la régularisation de l'affichage des aires de stockage par la transmission de photo des affichages des aires de stockage n°1 ("Bois A"), n° 2 ("Bois B"), n° 7 ("7 flux à trier", DIND vrac à trier selon la légende du plan de masse) et n°45 ("E40", ferrailles broyées selon la légende du plan de masse);</li><li>- la procédure de gestion interne des déchets IT01 version G ;</li><li>- le plan des aires d'entreposage du site (version 2014), ainsi que la légende associée.</li></ul>
<b>Observations :</b> Observation PC2O1 : L'exploitant veillera à ce que les informations portées sur les affichages des aires de stockage soient cohérentes avec les informations données dans la légende du plan de masse du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Entreposages des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
<b>Constats :</b> Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 4 juillet : - la procédure de gestion interne des déchets IT01 version G ; - le plan des aires d'entreposage du site (version 2014), ainsi que la légende associée.  La procédure de gestion interne des déchets IT01 version G identifie un flux de déchets qui ne fait pas l'objet d'une aire d'entreposage dédiée sur le plan du site. En effet la procédure précise que les déchets industriels banals sont déchargés sur la zone de tri (zone 7 sur le plan, "DIND en vrac à trier" ou déchets "7 flux à trier") afin que soient séparés le bois, les papiers/cartons et les plastiques. Ces matières sont ensuite transférées selon leur nature aux emplacements correspondants sur le plan. Cette procédure précise ensuite que les déchets ultimes sont ensuite envoyés en centre enfouissement. Or le plan ne fait pas état de la zone d'entreposage des déchets ultimes en attente d'expédition en filière ultime d'élimination.  Lors de l'inspection la zone d'entreposage des déchets en mélange à trier (zone 7) semblait commune avec la zone d'entreposage des déchets ultimes ou résidus de tri. Le contenu du box ne permettait visuellement pas de faire la différence entre ce qui était en attente de tri et ce qui constituait la fraction résiduelle ultime après tri. Ce constat ne permet pas de se positionner sur la conformité au IV de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif qui dispose que "les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple)".
<b>Observations :</b> Observation PC3O1 : L'exploitant veillera à distinguer les zones d'entreposage en fonction de l'opération réalisée (tri effectué ou non notamment).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Gestion des non-conformités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des non-conformités
<b>Prescription contrôlée :</b> Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation(...). Cette consigne doit prévoir l'information du producteur de déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise à l'inspection que lorsque des déchets non conformes sont constatés lors de leur déchargement ou lors de leur tri, ils sont orientés selon leur typologie dans les aires de stockage adaptées. Les déchets non conformes font l'objet d'un déclassement.  Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis, par courriel du 04/07/22, la procédure interne de gestion des déchets "Acceptation, Stockage et élimination des matières arrivant sur site" référencée IT 01, version G du 07/10/2020 comportant l'organisation retenue en cas de non-conformité ainsi que le registre des déclassements enregistrés de mars à juin 2022.  La procédure prévoit que toute non-conformité fait l'objet d'une information au client par mail.
<b>Observations :</b> Observation PC4O1 : L'inspection recommande à l'exploitant de mettre à profit le renouvellement réglementaire annuel de la procédure d'information préalable pour faire le bilan des non-conformités relevées pour un producteur donné afin d'évaluer le besoin de réviser l'organisation du producteur en matière de tri à la source de ses déchets et prévenir de nouvelles non-conformités à l'admission sur le site FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Nom du point de contrôle :</b> caractérisation
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Caractérisation déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et les déchets susceptibles d'être présents auquel est annexé un plan général des zones d'entreposage.</p> <p><b>Constats :</b> Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 4 juillet 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La liste des déchets susceptibles d'être admis sous la forme d'un tableau précisant la dénomination usuelle des déchets, faisant la correspondance avec les codes déchets conformément à l'article R541-7 du code de l'environnement (code déchets de la classification européenne annexée à la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000) et faisant la correspondance avec le code de traitement réalisé sur le site (code de traitement de la directive déchet 2008/98/CE modifiée) : "Liste des déchets entrant";</li> <li>- La liste des déchets produits sous la forme d'un tableau précisant leur dénomination usuelle, faisant la correspondance avec les codes déchets de la classification européenne retenus et faisant la correspondance avec le code de traitement filières de destination extérieure (code de traitement de la directive déchet 2008/98/CE modifiée), "Liste des déchets sortants";</li> <li>- le plan général des zones d'entreposage, plan de masse 2014, auquel est annexé la légende du plan faisant la correspondance entre les numéros indiqués pour chaque zone d'entreposage et le type de déchets entreposé.</li> </ul> <p>La liste des déchets entrants comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des déchets auxquels sont associés des codes déchets relevant du chapitre 1912 de la classification européenne qui concerne les déchets provenant des installations de traitement de déchets ( Câbles broyé faisceau/ 191202, Carton Gros de magasin 1.02/191201, Déchets ultimes Classe 2/191212, Ferraille Broyée/191202, Foucault Zorba/191202, Induit broyé/191202) ;</li> <li>- des déchets ultimes classe 2 (code déchet associé 191212)</li> <li>- des dénominations DIB (DIB Frais de traitement par Tonne, DIB plastiques, DIB Textile Frais de Traitement par Tonne déchets), dont une est associée à un code déchet ne permettant pas d'avoir d'information sur la composition du déchet (DIB Frais de traitement par Tonne/ 20 01 99 "Autre fraction non spécifiée ailleurs").</li> </ul> <p>La liste des déchets sortants vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des "déchets ultimes classe 2" auxquels sont associés le code déchet 191212 et deux filières de traitement en sortie de site : D5 ou D13.</li> <li>- des "déchets ultimes classe 3" auxquels sont associés le code déchet 170107 et deux filières de traitement en sortie de site : R5 ou R13.</li> </ul> <p>Les liste des déchets entrants et sortant comportent une 4ème colonne " Code traitement à modifier suite à inspection du 21/06/22".</p> <p>Certains des codes de traitement objet d'observations en inspection ont bien été modifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- R12 au lieu de R13 pour ce qui concerne des pré-traitement en vue d'une valorisation du type broyage, compactage, R13 étant réservé au regroupement sans tri ni reconditionnement ;</li> <li>- R12 au lieu de R1 pour ce qui concerne des pré-traitement en vue d'une valorisation énergétique du type préparation de CSR, R1 étant réservé à l'opération de valorisation énergétique par combustion.</li> </ul> <p>D'autres lignes n'ont pas été modifiées, c'est le cas des résidus de Broyage 191212 visés dans la liste des déchets sortants auquel est associé un code de traitement réservés aux déchets métalliques, R4 (cf ligne 105 de la liste des déchets sortants transmises par mail du 4 juillet).</p> <p><b>Observations :</b></p> <p>Observation PC501 : En application de l'article L541-7-1 du code de l'environnement, le producteur est responsable de la caractérisation de ses déchets. C'est à lui que revient le choix du code déchet approprié dans la classification européenne des déchets visée par l'article R. 541-7 du code de l'environnement. A ce titre, les codes déchets de la liste des déchets susceptibles d'être admis sur le site FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE doivent être identiques aux codes déchets attribués par les producteurs ou détenteur expéditeur à l'origine des admissions sur le site FFER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE .</p>

Observation PC502 : L'usage des codes déchets du chapitre 19 de la classification européenne des déchets dans la liste des déchets entrants est réservé aux déchets provenant d'installation de traitement de déchets, telle qu'une installation de tri, broyage ou compactage de déchets.

Observation PC503 : La dénomination "DIB" est définie par une circulaire du 1er mars 1994 (n°94-35). Depuis la réglementation déchets et les définitions associées ont évolué. Il convient désormais de désigner les déchets au regard des définitions et des obligations de tri et de collecte séparée de la réglementation déchets en vigueur (L541-1-1, L.541-2-1, L541-21, L541-21-1, L541-21-2 notamment), ainsi qu'au regard des filières de traitement auxquelles ils peuvent prétendre dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement.

Observation PC504 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'introduction associée à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 relative aux déchets. Il convient de classer les déchets d'activité économique en privilégiant les chapitres de la classification qui se rapportent à l'activité de l'expéditeur (à l'exception des codes de ces chapitres se terminant par 99). Les codes 99 sont à employer en dernier recours. Sur ce point, l'inspection souligne que selon la méthodologie de caractérisation de l'INERIS, reconnue au niveau national, RAPPORT INERIS-DRC-15-149793-06416A du 04/02/2016, les codes déchets terminant par 99 doivent être considérés comme des codes miroirs. Cela implique que leur non dangerosité doit être justifiée. A cet égard la jurisprudence européenne conclut que si le détenteur d'un déchet "se trouve dans l'impossibilité pratique (...) de déterminer la présence de substances dangereuses ou d'évaluer les propriétés dangereuses présentées par le déchet, le principe de précaution impose de classer ce déchet en tant que déchet dangereux" (CJUE, 28 mars 2019, aff. C-487/17 à C-489/17).

Observation PC505 : Le site FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE est autorisé à réaliser des transits relevant des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, et 2718 de la nomenclature ICPE. Les activités de transit relevant de la rubrique 2716 n'étant pas autorisés sur ce site, les déchets ultimes classe 2 visés dans la listes des déchets susceptibles d'être admis sur le site ne peuvent correspondre qu'à des déchets admissibles exclusivement sur la déchetterie. Par conséquent le code 191212 attribué pour ces déchets est erronés dans la mesure où seuls les déchets apportés par le producteur initial sont admissibles sur cette installation. Il convient de se reporter pour ces déchets aux codes déchets du chapitre 20 de la classification européenne des déchets.

Observation PC506 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la dénomination "Déchet ultimes classe 2" associée au code 191212 dans la liste des déchets sortants. Il convient de distinguer les "déchets ultimes classe 2" issus de la déchetterie, d'une part, des résidus de tri issus du tri réalisé sur le site d'autre part.

Observation PC507 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la dénomination "Déchet ultimes classe 3" dans la liste des déchets sortants. Cette dénomination suggère un déchet voué à l'élimination au sens de l'article L541-2-1 du code de l'environnement. Il convient d'éviter le terme "ultime" sur un déchet qui a vocation à être valorisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Nom du point de contrôle :</b> Admissibilité des déchets
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure d'information préalable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- source (producteur) et origine géographique du déchet ;</li> <li>- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li> <li>- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;</li> <li>- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li> <li>- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;</li> <li>- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;</li> <li>- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.</li> </ul> <p>(...)</p> <p>c) Essais à réaliser :</p> <p>Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.</p> <p>Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviât porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.</p> <p>Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.</p> <p>Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ;</li> <li>- le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ;</li> <li>- l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17.</li> </ul> <p>(...)</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p>
<p><b>Constats :</b> Pour chacune des admissions de déchets contrôlées le jour de l'inspection (Déchets de Bois en provenance de BLONDEL et DIB en provenance de FIGEAC), l'exploitant ne disposait pas de la fiche d'information préalable prescrite par l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou</p>

préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement (appelé par la suite AMPG TTR).

L'exploitant confirme ne pas avoir mis en oeuvre la procédure d'information préalable prescrite par l'article 13 de l'AMPG TTR précité n'ayant pas connaissance de cet arrêté.

L'exploitant dispose de contrat établi avec ses clients.

L'inspection a consulté le contrat passé avec la société FIGEAC. Ce contrat ne visent pas les informations prescrites par l'article 13 de l'AMPG TTR ni les obligations de la réglementation déchets, notamment l'obligation de tri à la source des producteurs initiaux.

Le contrat passé avec FIGEAC date du 21/03/2018 toute catégorie de déchet confondue et est renouvelé par tacite reconduction. Or l'information préalable prévue par l'article 13 de l'AMPG TTR doit être renouvelée tous les ans et s'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets doit faire l'objet d'une information préalable dédiée (une référence d'information préalable par typologie de déchet différente d'un même producteur).

Sur demande de l'inspection, par mail du 4 juillet, l'exploitant a transmis :

- le fond de dossier relatif à l'admission de déchets de bois contrôlée le 21 juin en provenance de FIGEAC (contrat du 21/03/2018, fiche de tournée du transporteur, bon de pesée, photos du contenu de la benne);
- le fond de dossier relatif à l'admission de DIB en provenance de BLONDEL (fiche de tournée du transporteur, bon de pesée, absence de contrat)

En ce qui concerne l'admission en provenance de BLONDEL, l'exploitant précise par mail du 4 juillet 2022 que la benne de cartons et plastiques a été déclassée et facturée en DIB au motif qu'elle contenait trop de matières non recyclables comme le polystyrène.

Le constat d'absence de fiche d'information préalable constitue une non conformité à l'article 13 de l'AMPG TTR.

**Observations :** Observation PC6O1 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'importance de la procédure d'information préalable prévue à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 applicable aux ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois). La caractérisation précise des déchets attendue dans le cadre de cette procédure permet de prévenir l'admission de benne de déchets en mélange non conformes (déchets qui n'auraient pas été triés à la source par son producteur notamment).

Observation PC6O2 : Au titre des obligations de traçabilité des déchets (R541-43 et AM du 31/05/2021), l'inspection recommande de profiter de la fiche d'information préalable pour faire qualifier la filière de traitement final sollicitée par le producteur, compte tenu de la qualité des déchets confiés dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L541-1.

Observation PC6O3 : Au titre de la responsabilité du producteur et du détenteur de déchets jusqu'au traitement final (L541-2 du CE), et dans le cadre de l'alinéa « données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux » de l'article 13-II de l'AMPG TTR, l'inspection recommande de profiter de la fiche d'information préalable pour obtenir l'engagement du producteur sur le respect de ses obligations de tri à la source ou de collecte séparée au titre de l'article L541-21-2 du CE ainsi que sur la compatibilité de la qualité des déchets dont l'admission chez FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE est demandée avec la filière de traitement final sollicitée.

Observation PC6O4 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'obligation de tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre (7 flux) doit être appliquée pour tout type de déchets relevant de ces flux en vue de leur valorisation. L'obligation de tri des déchets 7 flux n'est pas réduite aux seuls déchets recyclables. Conformément à l'article D543-282 du code de l'environnement, des déchets relevant du tri 7 flux qui ne seraient pas recyclables doivent être orientés en filière de valorisation autre que le

recyclage. Aussi si un déclassement en DIB, implique un traitement en élimination, l'exploitant à l'origine de ce déclassement est en non-conformité avec l'article D543-282 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité déchet
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Registre déchets entrants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Sur demande de l'inspection, par mail du 4 juillet , l'exploitant à transmis l'extraction du registre chronologique des admissions de déchets non dangereux du 21/03/2022 au 21/06/22.</p> <p>Le contenu du registre chronologique interne des déchets entrants a été complété par rapport au contenu du registre chronologique fixé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et applicable depuis le 1er janvier 2022.</p> <p>L'exploitant précise en séance que les colonnes dédiées à l'adresse des chantiers, colonnes N à S (adresse de prise en charge au sens de l'AM registre du 31/05/2021) sont prévues pour les longues adresses et non pas pour trois adresses différentes/ chantiers différents.</p> <p>Les coordonnées des déchetteries expéditrices sont renseignées par le biais de la rubrique "chantier" (adresse de prise en charge au sens de l'AM registre du 31/05/2021). Le numéro SIRET n'est pas renseigné.</p> <p>Le code de traitement renseigné pour l'ensemble des lignes est le code R13.</p>



**Observations :** Observation PC701 : L'inspection rappelle que le code de traitement R13 ne concerne que l'opération de regroupement simple en vue d'une valorisation. Il convient d'employer le code R12 pour des opérations de prétraitement en vue d'une valorisation tel que le tri.

Observation PC702 : Dans le cas où les déchets admis proviennent de déchetterie, il convient de :  
- renseigner la rubrique producteur initial ou plusieurs producteurs avec le ou les codes INSEE des communes concernées ;  
- renseigner le SIRET des déchetteries par le biais de la rubrique établissement expéditeur (et non pas la rubrique adresse de prise en charge qui ne prévoit pas de SIRET).

Observation PC703 : En ce qui concerne les transporteurs, les personnes exemptées de récépissé de transport sont listées au II du R541-50 du code de l'environnement, notamment les exploitants de déchetterie et les personnes effectuant uniquement la collecte de déchets ménagers pour le compte de collectivités publiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



<b>Nom du point de contrôle :</b> Traçabilité déchet
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre déchets sortants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Sur demande de l'inspection, par mail du 4 juillet, l'exploitant a transmis l'extraction du registre chronologique des expéditions de déchets non dangereux du 21/03/2022 au 21/06/22. Le contenu du registre chronologique interne des déchets sortants a été complété par rapport au contenu du registre chronologique fixé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021(AM registre) et applicable depuis le 1er janvier 2022.</p> <p>Néanmoins, il manque les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE (requis au 1er alinéa du c de l'article 2 de l'AM registre).</li> <li>- en ce qui concerne les colonnes F à K si elles correspondent au 3ème alinéa du c de l'article 2 de l'AM registre du 31/05/2021, il manque le numéro SIRET du producteur initial ou le code INSEE de la commune de collecte concernées.</li> </ul> <p>L'exploitant précise en séance que les colonnes dédiées à l'adresse des chantiers, les colonnes F à K (adresse de prise en charge au sens de l'AM registre du 31/05/2021) sont prévues pour les longues adresses et non pas pour trois adresses différentes.</p>

L'inspection note l'expédition de 866 tonnes de déchets ultimes classe 2 en installation de stockage de déchets (filière de traitement D5) entre le 21 mars et le 21 juin 2022 - Voir Observation PC802.

**Observations :** Observation PC8-O1 : L'arrêté préfectoral du 21 mars 2011, antérieur à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 qui a introduit la disposition (article 6), reprise à l'article 10 de l'AM registre du 31/05/21 en vigueur, ne prévoit pas d'exonération explicite de l'obligation de traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants. Néanmoins l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et sortants lorsque ces derniers sont concernés par des opérations de tri et de mélange des déchets d'origine différentes. Par conséquent, l'exploitant devra en faire la demande à l'occasion de prochain porter à connaissance en vue de prévoir une telle prescription par APC.

Observation PC8-O2 : Comme indiqué en observation PC506, il est important de distinguer d'une part les déchets ultimes de l'activité déchetterie 2710 et les déchets ultimes constitués par les résidus de tri des activités de tri du site. En effet l'article L541-2-1 dispose que "les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre" et que cette disposition "n'est pas applicable aux résidus de centres de tri". L'article R541-48-4 du code de l'environnement vient préciser le contenu des attestations sur l'honneur attendues en vue de justifier le respect des obligations de tri des producteurs et détenteurs de déchets. En outre dans l'objectif de réduire les quantités admises en ISDND, l'article R541-48-3 du code de l'environnement interdit progressivement la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables par le biais de valeur limite. En vue de justifier le respect de ces seuils, un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation, doit être transmis à l'exploitant de l'ISDND par le producteur des déchets ou à défaut par leur détenteur. Un délai de tolérance a été accordé au niveau national jusqu'au 31 décembre 2022 pour permettre aux acteurs d'expérimenter des exemples de justificatifs et une proposition de méthode de caractérisation.

Les déchets ultimes réceptionnés par l'activité déchetterie du site FER FRICOURT (2710) sont concernés par ces obligations.

Une page d'information sur ces dispositions réglementaires et ce délai de tolérance a été publié sur le site du ministère de la transition écologique : <https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux>

Cette page donne accès aux modèles de justificatifs et à la proposition de méthode de caractérisation, étant entendu que ces documents sont non opposables, et que d'autres documents ou méthodes peuvent être expérimentés au cours du second semestre 2022.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration des quantités de déchets produits
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</li></ul> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</li></ul> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</li><li>-la quantité par nature du déchet ;</li><li>-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</li><li>-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Les codes déchets produits et expédiés déclarés dans GEREP au titre de l'année 2021 présentent des incohérence avec la liste des déchets sortants transmise par courriel du 4 juillet. Les codes déchets suivants déclarés dans la rubrique "Déchets produits et expédiés" de la déclaration GEREP au titre de 2021 n'apparaissent pas dans la liste des déchets sortants : 120105, 150101,160103, 160216, et 170802.</p> <p>La déclaration GEREP 2021 fait état de 7 311,882 tonnes de déchets 191212 expédiés dont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 3 193,92 tonnes expédiés en filière de traitement R4 « Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques » ;</li><li>- 3 986,22 tonnes expédiées en filière de traitement D5 « Mise en décharge spécialement aménagée » ;</li><li>- 12,222 tonnes expédiés en filière de traitement D13 ;</li><li>- 20,48 tonnes expédiées en filière de traitement R13.</li></ul>
<p><b>Observations :</b> Observation PC901: L'exploitant veillera à s'assurer de la cohérence entre les codes déchets expédiés déclarés en expédition sur GEREP et les codes déchets de la liste des codes déchets produits que l'exploitant doit tenir à jour au titre de l'article L541-7-1 du code de l'environnement. L'exploitant actualisera, le cas échéant, la liste des déchets produits par l'établissement.</p> <p>Observation PC902 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le code de traitement R4. Ce code de traitement désigne toute opération dont le but est le recyclage des déchets métalliques, et des produits complexes avec des métaux comme matériau prédominant. Ce code de traitement n'est donc pas compatible avec des déchets relevant du code déchet 191212 qui ne sont pas majoritairement composés de métaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Attestation de valorisation 7 flux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/07/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, attestation annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> A compter du 1er janvier 2019, l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 est délivrée suivant le modèle figurant en annexe I du présent arrêté. Ce modèle d'attestation peut être intégré dans tout document sous réserve que les informations et leur agencement qu'il prévoit ne soient pas modifiés.
<b>Constats :</b> Au 21 juin, les attestations de valorisation n'étaient pas toutes transmises aux clients, producteurs ou détenteurs de déchets relevant du tri 7 flux. Ce constat constitue une non-conformité à l'article D543-284 du code de l'environnement, qui dispose que la délivrance de l'attestation de valorisation des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre, traités l'année n, est effectuée avant le 31 mars de l'année n + 1.  L'exploitant n'avait pas conscience que cette obligation réglementaire impliquait un envoi systématique à l'échéance du 31 mars.  Par mail du 4 juillet, l'exploitant informe de l'échéancier de régularisation suivant : Une fonctionnalité d'envoi automatique par mail des attestations 5 flux sera ajoutée par leur éditeur de logiciel d'ici la fin de l'année. Dans l'attente, les attestations de valorisation sont envoyées aux clients sur demande.  Par mail du 4 juillet, l'exploitant a transmis pour exemple des attestations de valorisation transmises à quatre clients producteurs. Elles sont datées de février ou d'avril 2022 et sont conformes au modèle figurant en annexe I de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2018 relatif à l'attestation de valorisation.  L'inspection classe cette non conformité sans suite sous réserve de la mise en œuvre effective de l'envoi automatique à l'échéance annoncée.
<b>Observations :</b> Observation PC1001 : L'inspection rappelle la publication de l'arrêté du 21 décembre 2021 qui prescrit un nouveau modèle d'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement applicable à compter du 1er janvier 2023. Ce modèle d'attestation peut être intégré dans tout document sous réserve que les informations et leur agencement qu'il prévoit ne soient pas modifiés. Ce texte prévoit également une nouvelle version applicable au 1er janvier 2016 (prise en compte des textiles dont le tri à la source est opposable à compter du 1er janvier 2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet